

Article 21 du Règlement

ou à l'un de ses ministres, si la requête formulée par le président Reagan, en vue d'accorder aux sociétés pharmaceutiques américaines établies au Canada un monopole en matière de fixation des prix, était liée à l'accord de libre-échange. Bien que le gouvernement ait cédé à cette requête, il a nié l'existence d'un rapport avec l'accord de libre-échange. Or, aujourd'hui, nous savons qu'ils sont inextricablement liés et que le gouvernement a sciemment induit en erreur et la Chambre et les Canadiens. Il n'est guère étonnant que ces derniers le méprisent de plus en plus.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA BAISSÉ DU CHÔMAGE

M. William G. Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président, ce matin, Statistique Canada a divulgué les taux de chômage pour septembre. Je crois que l'opposition n'en sera pas spécialement ravie, mais que les Canadiens auront de quoi se réjouir. Le taux désaisonnalisé pour le pays est de 8,6 p. 100, par rapport à 9,5 p. 100 l'an dernier. Les Albertains apprendront avec plaisir que le taux désaisonnalisé pour leur province est passé à 9,7 p. 100, accusant ainsi une nouvelle baisse de 0,2 p. 100.

Le taux de chômage à Edmonton, ma ville d'origine, atteint 11,2 p. 100. Ce n'est pas l'idéal, mais il n'y a pas lieu de désespérer. Bientôt notre situation s'améliorera grâce au libre-échange avec les États-Unis. J'espère simplement que les habitants d'Edmonton se rappelleront en temps opportun quel parti préconise le libre-échange, et quels autres partis s'y opposent.

Hier, monsieur le Président, vous nous avez rappelé que nous ne sommes pas ici à une réunion mondaine et, comme d'habitude, vous avez raison. J'aurais cependant voulu que les «cinglés» de l'opposition renoncent à leurs théories merveilleuses et comme le Lapin d'Alice reconnaissent une fois pour toutes qu'ils sont en retard au rendez-vous crucial que nous avons avec le destin qui nous apporte le libre-échange!

* * *

[Français]

LES CONCOURS DE MUSIQUE

L'IMPORTANCE DES SUBVENTIONS

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, il y a quelques mois, la ministre fédérale des Communications (M^{me} MacDonald) décidait de couper de 100 000 \$ la subvention que son ministère et que le gouvernement du Canada accordaient aux Concours de musique, et cela depuis des années.

J'ai devant moi copies de pétitions qui ont été adressées à la ministre dans lesquelles près de 1 000 personnes lui demandent de revenir sur sa décision. J'aimerais me joindre à ces citoyens et citoyennes dans leur demande à la ministre.

Pendant près de 30 ans, les Concours de musique du Canada se sont voués à la formation de notre jeunesse musicale. De nombreux témoignages attestent de l'importance de son oeuvre. Je citerais les propres paroles de la ministre lorsqu'elle disait:

[Traduction]

«Ces concours constituent l'un des aspects les plus réjouissants de l'activité musicale au Canada, et ils contribuent au développement culturel et économique du pays.»

[Français]

Je demande donc à la ministre de respecter ses propres paroles et d'assurer la continuité de cette institution nationale et de restituer la pleine subvention qu'elle avait coupée aux concours de musique du Canada.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DES CHEFS LIBÉRAL ET NÉO-DÉMOCRATE

M. Gérald Comeau (South West Nova): Monsieur le Président, lorsque le gouvernement a adopté ses programmes de renouveau économique, l'opposition a prédit la disparition de centaines de milliers d'emplois. Lorsque le contraire s'est produit, l'opposition s'est alors livrée à de violentes attaques personnelles contre notre chef.

Maintenant que le gouvernement a réalisé un autre coup de maître, l'accord commercial qui va protéger nos marchés, préserver nos emplois et en créer des centaines de milliers d'autres, les réactionnaires veulent faire échouer cet accord à tout prix pour mettre fin à notre constant succès économique.

De bonnes âmes compatissent au sort du chef libéral (M. Turner), qui doit s'opposer à tout ce que fait le gouvernement, afin d'apaiser les critiques de son propre parti, mais on ne saurait pardonner le chef socialiste. De quel droit le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) peut-il refuser la prospérité au reste du Canada? De quel droit le vice-président du NPD, Bob White, peut-il refuser aux autres Canadiens le même succès que celui remporté par l'entente de libre-échange sur l'automobile, conclue il y a 20 ans?

Étant donné qu'ils se rendent compte que cette entente est bénéfique, les réactionnaires vocifèrent des radotages moralisateurs en brandissant le drapeau canadien. Je les exhorte à laisser les autres Canadiens profiter de la prospérité dont jouissent les électeurs du député d'Oshawa. Qu'ils renoncent à leur patriotisme déplacé et qu'ils nous aident à assurer un avenir prospère pour tous les Canadiens.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, c'est l'occasion aujourd'hui de faire remarquer l'ironie de la situation alors que le gouvernement d'une part défend un Accord constitutionnel qui requiert l'unanimité pour modifier les institutions fédérales mais d'autre part propose de changer le cadre économique de notre pays, mais sans avoir obtenu un consentement unanime, pas même un consensus dans notre pays sur le libre-échange, et sans procéder à ce qui est traditionnel et convenable de faire, soit organiser un référendum afin de donner aux Canadiens la possibilité de faire savoir si